

Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Énergie en date du 25 avril 2017 sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux



Rassemblant plus de 850 adhérents (communes, intercommunalités, conseils départementaux, conseils régionaux, entreprises, fédérations professionnelles et associations) pour 60 millions d'habitants représentés, AMORCE constitue le premier réseau français d'acteurs locaux d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des décideurs en matière de politiques Energie-Climat des territoires (maîtrise de l'énergie, lutte contre la précarité énergétique, production d'énergie décentralisée, distribution d'énergie, planification) et de gestion territoriale des déchets (prévention, collecte, valorisation, traitement des déchets).

Force de proposition indépendante et interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics, en partenariat étroit avec les institutions et en particulier l'ADEME, AMORCE est aujourd'hui la principale représentante des territoires engagés dans la transition énergétique et l'économie circulaire. Créée en 1987, elle est largement reconnue au niveau national pour sa représentativité, son expertise et ses solides compétences, qui lui valent d'obtenir régulièrement des avancées majeures (TVA réduite sur les déchets et sur les réseaux de chaleur, création du fonds chaleur, éligibilité des collectivités aux certificats d'économie d'énergie, création des filières de responsabilité élargie des producteurs sur les meubles, généralisation des plans climat, etc.). Porte-parole des associations de collectivités territoriales dans la défense des intérêts des acteurs locaux, elle a également joué un rôle majeur dans l'élaboration de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte ou précédemment des lois relatives au Grenelle de l'environnement.

AMORCE a participé activement au GT8 du débat national sur la transition énergétique (DNTE), et anime depuis 2014 un groupe d'échanges intitulé « distribution d'énergies et transition énergétique », qui rassemble les principaux acteurs de la distribution (collectivités locales, gestionnaires de réseaux, assistants à maîtrise d'ouvrage, cabinets juridiques, fédérations et associations spécialisées, etc.). Pour accompagner ses adhérents, AMORCE se mobilise également au travers publications dédiées au sujet de la distribution d'énergie. Les collectivités adhérentes d'AMORCE à compétence distribution représentent environ 37 millions d'habitants.

AMORCE anime également un groupe de travail intitulé « Urbanisme (PLU, SCOT) et Energie » qui permet de créer des passerelles entre les différents services des collectivités et les agences en charge de l'urbanisme.

AMORCE se tient à la disposition de la CRE pour tout échange et tout complément sur les sujets traités dans cette consultation.

Pour formuler cette réponse à la consultation publique de la CRE, AMORCE a sollicité son réseau d'adhérents, en particulier les collectivités possédant la compétence distribution d'électricité (AODE), les collectivités en charge de l'urbanisme (CCU), et les collectivités qui portent des projets de production d'énergie renouvelable sur leurs territoires. Les propositions formulées ci-dessous concentrent ainsi l'essentiel des retours obtenus.

La structuration du document proposé par AMORCE se compose :

- **Des réponses aux questions propres formulées par la CRE**
- **D'éléments complémentaires, sur ces mêmes sujets, soulevés par notre réseau d'adhérents et jugés indispensables à relayer**

Table des matières

| | |
|---|----|
| 1. Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie | 3 |
| 2. Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie | 7 |
| 3. Sur le projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique | 8 |
| 4. Sur l'encadrement des relations entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité..... | 9 |
| 5. Propositions complémentaires sur l'évaluation des puissances de raccordement demandées et l'analyse des solutions de raccordement proposées | 12 |
| 6. Proposition de simplification des conditions d'entrée en file d'attente des producteurs d'électricité renouvelable sur le réseau public de distribution d'électricité..... | 14 |

1. Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie

Question 1 : Quelle est votre position sur l'indication de l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionné dans l'exposé des motifs de l'article 2 du projet d'arrêté ?

Les adhérents d'AMORCE sollicités ont proposé des interprétations différentes sur la question de l'indication du coupe-circuit principal dans la définition de l'ORR. En revanche, les propositions restent similaires. ***In fine*, les deux interprétations reviennent à considérer que lorsque le CCP n'est pas situé au droit de parcelle du point le plus proche du réseau, alors c'est au demandeur de payer toute autre solution plus coûteuse.**

1^{ère} interprétation : « Lorsque le CCPI ou le CCPC définis à l'article 3.4 de la norme NF C 14-100 est indiqué sur le plan de masse de la demande de permis de construire, l'ORR n'est pas contrainte par son emplacement »

Certains adhérents d'AMORCE sollicités souhaitent que l'opération de raccordement de référence soit totalement indépendante de l'emplacement du CCP.

A l'article 1 (i) de l'arrêté du 28 août 2007 en vigueur, une opération de raccordement est notamment définie comme un ensemble de travaux définis comme « *nécessaires et suffisants pour satisfaire l'évacuation ou l'alimentation en énergie électrique des installations du demandeur* ».

Selon l'article 2 du projet d'arrêté, une « opération de raccordement de référence doit permettre de minimiser la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement énumérés aux articles D. 342-1 et D.342-2 du code de l'énergie ».

Pour permettre « l'évacuation et/ou l'alimentation en énergie électrique des installations du demandeur »¹, tout en minimisant la somme des coûts de branchement et d'extension, l'opération de raccordement de référence doit constituer l'opération nécessaire et suffisante pour acheminer et/ou évacuer l'électricité au point de la parcelle du demandeur le plus proche du réseau existant. Tout autre solution conduirait inévitablement à un coût de raccordement plus élevé.

La contribution de la CCU (sur l'extension, dont le coût est à minimiser) étant dépendante du tracé, la charge financière supportée par la collectivité ne doit ne pas être conditionnée par les choix architecturaux ou pratiques d'un tiers, choix qu'elle ne peut que subir.

Proposition : L'option 1 proposée dans le projet d'arrêté est donc à exclure. Il faut donc intégrer dans la rédaction de l'arrêté que l'ORR n'est pas contrainte par l'emplacement du CCPI ou du CCPC.

¹ Article 2 (i) du projet d'arrêté

2nd interprétation : Lorsque le CCPI ou le CCPC définis à l'article 3.4 de la norme NF C 14-100 est indiqué sur le plan de masse de la demande de permis de construire, **l'ORR prend en compte son emplacement**

Certains adhérents d'AMORCE sollicités interprètent la formulation différemment. Ils souhaitent que l'ORR prenne en compte l'emplacement du CCP lorsqu'il est indiqué sur le plan de masse de la demande de permis de construire, mais dans la mesure où ce dernier est situé sur la limite de propriété la plus proche du réseau existant.

Toutefois, si pour une raison propre au demandeur ou au GRD, le CCP n'est pas situé sur la limite de propriété la plus proche du réseau existant, alors il incombe au tiers à l'origine de la demande de modification de s'acquitter des coûts supplémentaires résultant de son choix.

Proposition : l'option 1 proposée dans le projet d'arrêté est conservée mais précisée, de façon à ce que ce soit alors au demandeur de la modification de s'acquitter du surcoût entre ORR et nouvelle proposition, lorsque le CCP n'est pas situé sur la limite de parcelle la plus proche du réseau public.

- **Remarque complémentaire importante**

Il est fondamental que l'ORR minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur ET de la collectivité comme proposé dans l'article 2 du projet d'arrêté, plutôt que la somme totale des coûts de raccordement (branchement + extension + éventuel renforcement).

Proposition : les adhérents d'AMORCE sollicités souhaitent que cette mesure soit conservée, voire renforcée, dans l'arrêté final qui sera publié. Il est ainsi proposé à la CRE de rédiger le dernier paragraphe de l'article 2 comme suit :

« L'opération de raccordement de référence représente l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement énumérés aux articles D. 342-1 et D. 342-2 du code de l'énergie, calculés à partir du barème mentionné à l'article 4, et qui n'incluent pas, conformément à l'article L. 342-11 1^o du code de l'énergie, les ouvrages de renforcement. »

Question 2 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

3 types d'opérations de raccordement qualifiées d'intelligentes sont proposées par l'article 3.

- Les 2 premières définitions^{2 3} apportent une réelle flexibilité dans les offres de raccordement, puisque la puissance de raccordement est un seuil qui ne rend pas compte des possibilités d'adaptation des usages de consommateur. Ces alternatives, qui peuvent permettre d'éviter des coûts, sont un apport intéressant qu'il faut maintenir dans l'arrêté. En offrant la possibilité de moduler puissance et/ou comportements des utilisateurs du réseau, elles sont par ailleurs en phase avec les logiques de flexibilité, de maîtrise de l'énergie et d'insertion des énergies renouvelables nouvellement introduit par la loi TECV⁴.

² Une ORI peut être une opération « à une puissance de raccordement inférieure à la puissance de raccordement demandée tout en permettant des injections ou des soutirages complémentaires sur certaines période »

³ Une ORI peut être opération « à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement »

⁴ Transition énergétique pour une croissance verte, articles 184 et 199

- La dernière définition de l'ORI⁵ a pour objet de permettre une réduction des délais de raccordement, par définition à un coût plus élevé que l'ORR. Si cette définition peut paraître séduisante au vu des délais de raccordement, elle ne doit pas être reprise par l'arrêté car elle crée une discrimination entre les demandeurs, portant atteinte à l'égalité de traitement des usagers. En outre, elle aboutit à créer une désincitation à la réduction des délais de raccordement du GRD dans le cadre d'une ORR.
Il est par conséquent proposé de supprimer ce troisième point du projet d'arrêté.
- Il est judicieux, dans la rédaction de l'arrêté, de préciser que l'étude alternative de raccordement sera intégralement couverte par le TURPE, puisqu'elle contribue à orienter les usagers vers un mode de consommation raisonné ou une limitation de puissance, souvent de manière bénéfique pour le réseau public d'électricité.
- Selon le projet d'arrêté à l'article 3, il appartient à l'utilisateur de faire une demande d'ORI : « les gestionnaires de réseaux publics de distribution peuvent, **sur demande de l'utilisateur** (...) ». Cette formulation ne tient pas compte du fait que l'utilisateur n'a pas nécessairement connaissance de cette possibilité ni les connaissances techniques pour solliciter une telle alternative auprès du GRD. Il est donc nécessaire de permettre à des tiers, en particulier les autres financeurs comme la collectivité en charge de l'urbanisme (CCU) ou l'aménageur de formuler une telle demande. Une ORI pourrait même être proposée par le GRD selon les résultats de l'étude préalable. L'accord du bénéficiaire serait requis pour la concrétisation de l'ORI.

Propositions : Les adhérents d'AMORCE sollicités sont favorables à la possibilité de mettre en place une opération de raccordement intelligente (ORI) pour les deux premières possibilités exposées.

En revanche, il est proposé à la CRE de supprimer le troisième point du projet d'arrêté, permettant de payer plus pour diminuer un délai de raccordement, sans aucune solution de modulation de puissance ou de comportement.

Il convient toutefois de préciser dans le futur arrêté les points complémentaires mentionnés ci-dessus : précision de la prise en charge des études alternatives par le TURPE, ouverture de la demande d'ORI à des tiers autres que l'utilisateur.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement, mentionnés à l'article 8 du projet d'arrêté ?

Les collectivités en charge de l'urbanisme doivent instruire les demandes d'autorisation d'urbanisme dans un délai maximal de 3 mois. Cette instruction comprend notamment le volet électrique. En réduisant le délai d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement à moins de 3 mois, les CCU pourraient être contraintes de réduire leur délai d'analyse des impacts de ce barème.

La connaissance des conditions financières du raccordement via le barème par les CCU leur est utile dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme. La réduction du délai d'entrée en application du barème leur serait préjudiciable puisque cela serait susceptible d'avoir un impact sur des dossiers dont l'instruction est déjà avancée.

Proposition : il est proposé à la CRE de supprimer le paragraphe suivant de l'article 8 du projet d'arrêté: « À la demande du gestionnaire de réseaux publics de distribution et avec l'accord de la

⁵ Une ORI peut être opération « à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement »

Commission de régulation de l'énergie, la date d'entrée en vigueur du barème de raccordement peut être inférieure à celle indiquée à l'alinéa précédent. »

Question 4 : *Aucune réponse formulée*

Question 5 : *Quelle est votre position sur les exceptions temporaires sur devis, limitées à deux ans, qui sont l'objet de l'article 12 du projet d'arrêté ?*

- **Remarque fondamentale sur les facturations sur devis proposées par le gestionnaire de réseaux publics de distribution**

L'article 4 du projet d'arrêté de la CRE précise que :

« Le barème de raccordement peut prévoir l'utilisation, pour la création de certains ouvrages, des coûts déterminés sur un devis suffisamment détaillé. Le barème précise les caractéristiques des raccordements qui font l'objet de ces dispositions.

Pour l'ensemble du présent arrêté, les termes « un devis suffisamment détaillé » s'entendent par un devis comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix et notamment le détail des quantités et prix unitaires de l'opération de raccordement. »

Selon les adhérents sollicités par AMORCE, de nombreuses dépenses d'Enedis sont facturées sur devis (hors barème des raccordements approuvé par la CRE). Ces derniers précisent le fait qu'ils n'ont pas accès à la grille utilisée pour réaliser ces devis, entraînant un réel manque de visibilité pour les collectivités.

S'il paraît cohérent que certaines opérations à l'occurrence faible ou encore non définies dans le barème de la CRE puissent être facturée par devis, de manière exceptionnelle et temporellement limitée, il ne faut cependant pas que cette pratique soit monnaie courante pour les gestionnaires de réseaux. Le canevas technique utilisé par Enedis, qui évolue de manière récurrente et parallèlement aux barèmes validés par la CRE, doit absolument faire l'objet d'une plus grande transparence pour les contributeurs aux raccordements.

Proposition : Le projet d'arrêté proposé par la CRE doit explicitement demander une publication du canevas technique utilisé par le gestionnaire de réseau de distribution, lorsque ce dernier facture sur devis (hors barème des raccordements approuvé par la CRE). Il s'agit d'un point essentiel pour établir de la transparence dans les opérations de raccordement, pour les collectivités contributrices comme pour les usagers.

2. Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie

Question 6 (CRE): Que pensez-vous des définitions de l'opération de raccordement et de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnées à l'article 2 du projet d'arrêté ? Êtes-vous notamment favorable à définir l'ORR de la même façon que l'arrêté relatif au raccordement sur les réseaux publics de distribution le fait, à savoir comme étant l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur (périmètre de l'extension), et non pas celle qui minimise la somme des coûts globaux de raccordement (périmètre de l'extension et du renforcement) ?

Aucune réponse formulée

Question 7 (CRE): Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

Les mêmes remarques que pour la question 2 peuvent être formulées ici.

Propositions : La mise en place d'opérations de raccordement intelligente (ORI) pour les deux premières possibilités^{6 7} exposées à l'article 2 du projet d'arrêté peuvent être bénéfiques pour les usagers comme pour les réseaux de transport d'électricité.

Pour les mêmes raisons que la questions 2, il est indispensable de supprimer le troisième point du projet d'arrêté⁸, permettant de payer plus pour diminuer un délai de raccordement, sans aucune solution de modulation de puissance ou de comportement.

De même que précédemment, il convient de préciser la prise en charge des études alternatives par le TURPE dans le futur arrêté.

Question 8 (CRE): Êtes-vous favorable à l'encadrement des méthodes de calcul proposé par la CRE, notamment les articles 4 à 8 du projet d'arrêté ?

Aucune réponse formulée par les adhérents d'AMORCE

⁶ Une ORI peut être une opération « à une puissance de raccordement inférieure à la puissance de raccordement demandée tout en permettant des injections ou des soutirages complémentaires sur certaines période »

⁷ Une ORI peut être opération « à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement »

⁸ Une ORI peut être opération « à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement »

3. Sur le projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique

Question 9 (CRE): Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?

Aucune réponse formulée

4. Sur l'encadrement des relations entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité

Question 10 : Êtes-vous favorable à un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité la collectivité en charge de l'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une contribution au titre des ouvrages d'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

Les adhérents d'AMORCE sollicités pour cette consultations sont tout à fait favorables à un encadrement de la relation en Gestionnaire de Réseau de Distribution et Collectivité en charge de l'urbanisme (pourtant débitrice à hauteur de 60% de la contribution due pour la part extension des raccordements), afin de clarifier cette relation.

Comme précisé par la CRE dans le document de la consultation, ni la législation, ni la réglementation, n'encadrent efficacement cette relation qui débute préalablement à une demande de raccordement.

Proposition : il est tout à fait indispensable que ce cadre soit défini, afin d'enrayer les nombreux conflits régulièrement générés entre CCU et GRD sur ces questions.

Question 11 : Pour l'encadrement de cette relation, considérez-vous que doivent être modifiés : le code de l'énergie, le code de l'urbanisme, et/ou les cahiers des charges de concession ?

Proposition : Le code de l'énergie comprend aujourd'hui les dispositions pour la répartition des coûts de raccordement ainsi que la définition des différents ouvrages (les articles D. 342-1 et D342-2 indiquent respectivement la consistance des ouvrages de branchement et d'extension). Regrouper les dispositions dans ce même code a donc du sens.

Toutefois, il serait également envisageable de créer un article, dans le code de l'urbanisme, renvoyant vers le code de l'énergie. Exemple : « L'instruction de la partie raccordement au réseau électrique des demandes d'autorisation d'urbanisme est réalisée conformément aux articles L. XXX-X à L. XXX-X du code de l'énergie. »

Le contrat de concession est établi entre collectivité AODE et GRD. En vertu des propositions exposées dans la *question 12* et dans la *partie 5* de la réponse à cette consultation, il est souhaitable que l'AODE puisse participer, sur demande de la CCU, à l'analyse des raccordements (de l'instruction du permis de construire à l'analyse du devis final, en passant par le contrôle avec le GRD des puissances demandées par les utilisateurs). Le contrat de concession s'appuyant principalement sur des dispositions législatives et réglementaires, il semble complètement pertinent que soit intégré tout cadre nouveau dans le futur cahier des charges de concession.

Question 12 : Avez-vous des propositions dans le but de définir un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité et la collectivité en charge de l'urbanisme lorsqu'elle est redevable d'une contribution au titre de l'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

Pour les raisons explicitées à la question 10, la relation entre GRD et CCU doit être encadrée dans un souci de **plus grande transparence** et afin de **définir les obligations de chacune des**

parties.

Pour cela, les éléments suivants doivent notamment faire l'objet de précisions lors des étapes du processus de raccordement :

Propositions :

- Au stade de l'instruction de la demande de permis de construire par la CCU. Lorsque la demande de permis de construire a été effectuée, les éléments suivants devraient être communiqués à la CCU (et/ou à l'AODE) pour que cette dernière dispose de tous les éléments nécessaires à la bonne appréhension du raccordement :
 - *Plans lisibles et détaillés, avec tracé précis avant et après raccordement ;*
 - *Informations sur les capacités d'accueil des ouvrages à proximité, avec : le nom du poste source de distribution publique, le nombre de clients totaux sur le poste, si le poste existant peut desservir la nouvelle puissance à raccorder, la puissance totale que peut desservir le poste et les puissances déjà desservies, le nom du départ Basse Tension, le nombre de clients totaux sur le départ, le nombre de clients > 36 kVa, si le départ BT existant peut desservir la nouvelle puissance à raccorder, la puissance totale que peut desservir le départ BT et les puissances déjà desservies, la distance du projet au réseau BT, etc. ;*
 - *Informations sur les contraintes du réseau (chute de tension, etc.) ;*
 - *Informations sur le coût global du raccordement estimé (branchements, extensions, autres coûts à la charge du GRD)*
 - *Explication des diverses solution de raccordement possibles (dont ORR), et justification de la solution retenue par le gestionnaire de réseau ;*
 - *etc ;*
- Au stade de l'instruction de la demande de permis de construire par la CCU. Il est nécessaire de clarifier le statut et la validité de l'estimation de chiffrage faite par le GRD. En particulier, il est important de définir le degré de précision attendu par ce premier chiffrage et les marges d'incertitudes autorisées sur celui-ci, puisque ce point est souvent source de conflit entre CCU et GRD ;
- Au stade de la transmission de la proposition technique et financière par le GRD. Lorsque la demande de raccordement a été effectuée par l'utilisateur, les éléments suivants devraient être communiqués à la CCU (et/ou à l'AODE) :
 - *Plans lisibles et détaillés, avec tracé précis avant et après raccordement ;*
 - *Informations sur les capacités d'accueil des ouvrages à proximité, avec pour chacun : le nom du poste source de distribution publique, le nombre de clients totaux sur le poste, si le poste existant peut desservir la nouvelle puissance, la puissance totale que peut desservir le poste et les puissances déjà desservies, le nom du départ Basse Tension, le nombre de clients totaux sur le départ, le nombre de clients > 36 kVa, si le départ BT existant peut desservir la nouvelle puissance à raccorder, la puissance totale que peut desservir le départ BT et les puissances déjà desservies, la distance du projet au réseau BT, etc. ;*
 - *Informations sur les contraintes du réseau (chute de tension, etc.) ;*
 - *Informations sur le coût global du raccordement (branchements, extensions, autres coûts à la charge du GRD)*
 - *Explication des diverses solution de raccordement possibles (dont ORR), et justification de la solution retenue par le gestionnaire de réseau ;*
 - *Etc ;*
- Au stade de l'acceptation du devis. Les éléments suivants doivent notamment être définis :
 - *les conditions d'acceptation du devis proposé par les collectivités impliquées*

financièrement

- *les obligations du gestionnaire du réseau vis-à-vis du futur usager*
- *les modalités de règlement du devis*
- *les instances de recours en cas de désaccord entre GRD et CCU sur les propositions techniques et financières de raccordement.*

A ce jour, les adhérents d'AMORCE reportent un réel manque d'information et de transparence sur ces sujets. La plupart du temps, **les CCU ne sont par conséquent pas en mesure d'analyser les propositions faites par le GRD.** Les CCU et AODE devraient pourtant pouvoir obtenir du GRD l'ensemble des éléments précédemment cités.

De surcroît, il est important de soulever les points suivants :

-Plusieurs adhérents d'AMORCE ont soulevé un flou gravitant autour de la définition d'un renforcement, ce qui induit dans de nombreuses situations des conflits sur la répartition des coûts de raccordement (certains coûts de renforcement pouvant s'immiscer dans la part « extension » partagée avec la CCU). Pourtant, conformément à l'article L342-11 1° du code de l'énergie, « les coûts de remplacement ou d'adaptation d'ouvrages existants ou de création de canalisations en parallèle à des canalisations existantes afin d'en éviter le remplacement, rendus nécessaires par le raccordement en basse tension des consommateurs finals ne sont pas pris en compte dans » la part de contribution relative à l'extension due par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour la perception des participations d'urbanisme.

-Rendre possible, pour une CCU, l'étude de plusieurs dossiers contigus de façon simultanée, et non pas de façon indépendante, afin de mutualiser la réponse formulée. Pour l'instant, Enedis estime être « obligée » d'étudier les dossiers de façon indépendante, sans prise en compte des autres dossiers. De manière plus générale, il faut préciser et fluidifier les instances de concertation avec Enedis au sujet des propositions techniques et financières (PTF).

-Les coûts de voirie sont prépondérants dans le coût global des PTF. Les adhérents d'AMORCE souhaitent interroger la CRE sur la possibilité, en régime urbain, d'envisager que cette partie ne soit pas réalisée par le GRD afin de réduire les coûts et d'améliorer la qualité de réalisation.

5. Propositions complémentaires sur l'évaluation des puissances de raccordement demandées et l'analyse des solutions de raccordement proposées

Le développement des territoires est sous la responsabilité des EPCI à compétence d'urbanisme, qui n'ont pas toujours les compétences techniques nécessaires pour évaluer et analyser les raccordements proposés par le gestionnaire de réseau. Cela peut conduire à un déséquilibre territorial entre certains EPCI de grande taille (métropole, communautés urbaines, etc.), possédant généralement un niveau de connaissance plus poussé sur ces questions, et les EPCI de plus petite taille qui ne sont pas toujours en mesure de réaliser de telles analyses.

Proposition : Lorsque la CCU en fait la demande, il semble nécessaire que l'Autorité Organisatrice de la Distribution de l'Electricité puisse s'investir dans le processus de raccordement à ses côtés. À la demande de l'EPCI ou du demandeur de raccordement, il faudrait donc que l'AODE, puisse engager avec le gestionnaire de réseau un dialogue constructif afin de valider ou non les solutions retenues par ce dernier.

C'est en particulier le sens qu'a voulu donner l'article 198 de la loi TECV⁹ par la création de Commissions Consultatives entre syndicats AODE et EPCI du territoire, et visant à coordonner « l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie », mettre « en cohérence leurs politiques d'investissement » et « faciliter l'échange de données ».

Rôle de conseil du gestionnaire de réseau, conjointement aux collectivités, dans l'évaluation des puissances demandées

L'article 1 (i) de l'arrêté du 28 août 2007 est défini comme suit :

« Pour l'application du présent arrêté, une opération de raccordement est un ensemble d'études et de travaux de raccordement sur le réseau public de distribution et, le cas échéant, sur les réseaux publics d'électricité auxquels ce dernier est interconnecté, réalisés dans les conditions suivantes :

(i) permettant l'évacuation et/ou l'alimentation en énergie électrique des installations du demandeur à la puissance de raccordement demandée »

Cette rédaction a été conservée dans le projet d'arrêté de la CRE présenté dans cette consultation (*article 2 (i)*). Avec une telle formulation, les gestionnaires de réseau doivent accepter les demandes de puissance de raccordement formulées par les demandeurs sans pour autant apporter un regard critique sur la cohérence de ces demandes. En conséquence, ils dimensionnent systématiquement le réseau électrique en fonction des demandes exprimées, plutôt qu'en fonction des puissances réellement requises. Cette situation contribue fortement à sur-dimensionner le réseau électrique. Considérant par ailleurs que les usagers demandeurs du raccordement et la collectivité en charge de l'urbanisme participent financièrement au raccordement, il n'est pas acceptable de faire peser sur ces derniers une facture sur-estimée par rapport au besoin réel d'utilisation.

En d'autres termes, un surdimensionnement du réseau lors de sa construction (extension) fait peser sur les collectivités (à hauteur de 60%) une partie du coûts des éventuels renforcements qui auraient pu être réalisés par Enedis ultérieurement, à charge via le TURPE.

La loi TECV (article 184) introduit pourtant dans les missions des gestionnaires de réseaux la mise en œuvre d'actions de maîtrise de l'énergie et d'insertion des énergies renouvelables. En cela, les GRD devraient endosser un véritable rôle de conseiller technique lors de ces demandes de raccordement, du fait de leur expertise. La puissance des demandes de raccordement des

⁹ Transition énergétique pour une croissance verte

usagers devraient systématiquement être analysées, et la puissance revue à la baisse en cas de surévaluation (après concertation avec le demandeur bien entendu).

Ce rôle de conseil du gestionnaire de réseau aurait un impact bénéfique pour toutes les parties impliquées dans le raccordement : le GRD lui-même, le demandeur du raccordement, l'aménageur, ou encore la collectivité en charge de l'urbanisme.

Proposition : il est proposé à la CRE de modifier en conséquence :

- l'article 2 (i) du projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L.342-6 et L.342-8 du code de l'énergie
- de la même manière, l'article 2 (iv) du projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire de réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L.342-6 et L.342-7 du code de l'énergie

En ce sens, la puissance d'une opération de raccordement ne doit pas être définie en fonction de la puissance demandée uniquement (par le demandeur), mais également en fonction d'une analyse critique formulée par le gestionnaire de réseau et l'AODE. Cette analyse critique doit évaluer techniquement la puissance demandée et la corrélérer avec les usages attendus des utilisateurs.

Le concessionnaire GRD pourrait fournir un soutien technique à la collectivité AODE et/ou à la collectivité CCU, par exemple sous forme de groupe de travail pour évaluer et vérifier les éléments transmis par les demandeurs pour leurs raccordements, en contrôlant notamment :

- Les modes de chauffage envisagés
- La puissance estimée nécessaire au bon fonctionnement du réseau
- Le foisonnement des consommations estimées
- Le potentiel futur de développement du réseau
- Etc.

6. Proposition de simplification des conditions d'entrée en file d'attente des producteurs d'électricité renouvelable sur le réseau public de distribution d'électricité

Pour qu'un projet de production d'électricité renouvelable puisse rentrer en file d'attente sur le réseau de transport, il peut soit payer une somme forfaitaire, soit fournir des documents peu engageant suffisent pour rester dans cette file d'attente¹⁰ :

- Attestation du paiement par le demandeur d'une étude d'impact ou d'une étude thématique nécessaire à la constitution d'une étude d'impact
- Attestation du paiement par le demandeur d'une étude de danger pour les ICPE, le cas échéant
- Attestation de paiement d'une commande d'un rapport préliminaire de sûreté conformément au décret n°2007-1557 modifié
- Attestation de paiement d'une commande d'une étude de maîtrise des risques conformément au décret n°2007-1557 modifié

En revanche, pour rentrer en file d'attente sur les réseaux de distribution, un permis de construire doit être délivré¹¹.

Par conséquent, des projets très peu avancés, à raccorder sur le réseau de transport, peuvent ainsi capter de la capacité au détriment de projets plus matures sur le réseau de distribution. Ces derniers projets peuvent ainsi se trouver bloqués par cette situation, alors même qu'ils sont bien plus avancés dans leur développement que les projets sur le réseau de transport. Selon les adhérents d'AMORCE ayant répondu à cette consultation, il s'agit une discrimination vis à vis des petits projets, notamment ceux portés par les collectivités.

Proposition : il serait donc souhaitable que la concurrence en termes de réservation de capacité sur les réseaux publics de transport et de distribution soit rééquilibrée.

¹⁰ Documentation Technique de Référence RTE - Chapitre 1 – Instruction des demandes de raccordement - Article 1.2 Raccordement des installations de production - Procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de production d'électricité au réseau public de transport

¹¹ Procédure de traitement des demandes de raccordement d'une installation de production en BT de puissance supérieure à 36 kVA et en HTA, au réseau public de distribution géré par ERDF